



Pierre Bertrand <pirbertrand@gmail.com>

[VOS DISPOS ?] réunion lancement GT "Suivi de la campagne présidentielle"

Alexandre Barre <alexandre.barre@theshiftproject.org>

6 février 2017 à 14:53

À : Valère Paupelin-Huchard <valere.paupelin-huchard@theshiftproject.org>, Malcolm STEWART <malcstewa@gmail.com>, Jean-Noël Geist <jean-noel.geist@theshiftproject.org>

Cc : Pierre Bertrand <pierre.bertrand@theshiftproject.org>, Anne-Laure DELAYE <delayeal@gmail.com>, "pierre.trovero@gmail.com" <pierre.trovero@gmail.com>, "maxime.gaudubois@gmail.com" <maxime.gaudubois@gmail.com>, Romain Grandjean <romain.grandjean@theshiftproject.org>, CA_Shifters <theshifters-ca@theshiftproject.org>, Clémence Vorreux <clemence.vorreux@theshiftproject.org>, Chloé Galiègue <chloe.galiegue@theshiftproject.org>

Pour info le prg de Marine Le Pen sur l'Énergie (vu de AEF – Journal spécialisé dans l'énergie) :

Les sept propositions de Marine Le Pen en matière d'énergies et d'environnement

Par **Émilie Legendre**

La candidate du FN Marine Le Pen a présenté dimanche 5 février 2017 les 144 propositions de son "projet présidentiel". Parmi ces propositions, 7 concernent directement l'énergie et l'environnement, dont "un moratoire sur l'éolien".

Sept des propositions de Marine Le Pen pour la présidentielle 2017, présentées à Lyon le 5 février 2017, concernent directement l'environnement et l'énergie. La candidate FN les avait en partie présentées lors d'une convention présidentielle à Paris, le 26 janvier 2017 (lire sur AEF) :

Moratoire sur l'éolien

Philippe Murer, conseiller de Marine Le Pen, précise à AEF les deux raisons qui motivent ce moratoire. Premièrement, "les ruraux ne supportent pas et n'acceptent pas les éoliennes qu'on leur plante. Elles sont vécues comme des totems écolo-mondialistes qu'on leur impose dans leurs jardins". En outre, le FN souhaite prendre le temps d'étudier "à quelle distance doivent être implantées les éoliennes par rapport aux habitations". Philippe Murer cite notamment "plusieurs collectifs de médecins allemands et canadiens inquiets" des conséquences des éoliennes pour la santé publique. L'Anses doit publier un rapport à ce sujet dans les prochaines semaines.

"rompre avec le modèle économique fondé sur la mondialisation sauvage des échanges et le dumping social, sanitaire et environnemental ; la véritable écologie consiste à produire et consommer au plus près et retraiter sur place.

faire de l'isolation de l'habitat une priorité budgétaire du quinquennat, parce que l'énergie la moins chère est celle que l'on ne consomme pas.

développer massivement les filières françaises des énergies renouvelables (solaire, biogaz, bois...) grâce à un protectionnisme intelligent, au patriotisme économique, à l'investissement public et privé

et aux commandes d'EDF. Décréter un moratoire immédiat sur l'éolien.

pour maintenir, moderniser et sécuriser la filière nucléaire française, engager le grand carénage, et garder le contrôle de l'État sur EDF, en lui redonnant une véritable mission de service

public. Refuser la fermeture de la centrale de Fessenheim.

soutenir une filière française de l'hydrogène (énergie propre), par un appui de l'État en matière de recherche et développement, afin de réduire notre dépendance au pétrole.

interdire l'exploitation du gaz de schiste, tant que des conditions satisfaisantes en matière d'environnement, de sécurité et de santé ne seront pas réunies, et appliquer le principe de

précaution en interdisant les OGM.

faire de la protection animale une priorité nationale. Défendre le bien-être des animaux en interdisant l'abattage sans étourdissement préalable et en remplaçant le plus possible les expérimentations animales. Refuser le modèle des fermes-usines, du type 'ferme des 1 000 vaches'".

Afin "d'agir pour le pouvoir d'achat", Marine Le Pen propose aussi de "baisser immédiatement de 5 % les tarifs réglementés du gaz et de l'électricité".

LOGEMENT, INFRASTRUCTURES, AGRICULTURE

Dans le dernier chapitre de son programme, consacré à la "France durable", la candidate évoque également le logement, les infrastructures et l'agriculture. Elle propose notamment de :

"regrouper en un seul ministère l'aménagement du territoire, les transports et le logement.

réduire les dépenses de logement des ménages par un grand plan d'aide à la construction et à la réhabilitation des logements.

rationaliser et simplifier les normes d'urbanisme et de construction afin de résorber les tensions sur le marché du logement. Veiller à la préservation de l'environnement et des espaces naturels protégés (littoral, montagne, etc.).

soutenir l'effort d'investissement en infrastructures, en particulier dans la ruralité (très haut débit, couverture téléphonique, routes...) et renationaliser les sociétés d'autoroutes.

refuser les traités de libre-échange (Tafta, Ceta, Australie, Nouvelle-Zélande, etc.) et développer les circuits courts de la production à la consommation, en réorganisant les filières.

interdire l'importation des produits agricoles et alimentaires qui ne respectent pas les normes de production françaises en matière de sécurité sanitaire, de bien-être animal et d'environnement".

FISCALITÉ

La candidate émet également plusieurs propositions en matière de fiscalité, et notamment celle de "lutter efficacement contre l'évasion fiscale pour préserver notre modèle social en s'attaquant aux paradis fiscaux et en créant une taxe sur l'activité réalisée en France par les grands groupes et les profits qui auraient été détournés". Elle souhaite "continuer la coopération fiscale internationale dans ce but".

Elle propose par ailleurs "d'aggraver les sanctions contre les dirigeants d'entreprise coupables d'ententes ou d'agissements frauduleux qui ponctionnent une partie du pouvoir d'achat des consommateurs".

INSTITUTIONS

Parmi les réformes institutionnelles envisagées par la candidate figurent celles :

d'abaisser le nombre de députés à 300 (contre 577 aujourd'hui) et le nombre de sénateurs à 200 (contre 348 aujourd'hui).

créer un référendum d'initiative populaire, sur proposition d'au moins 500 000 électeurs.

conserver trois niveaux d'administration (au lieu de six actuellement) : communes, départements et État".

De : Valère Paupelin-Huchard

Envoyé : mardi 31 janvier 2017 20:43

À : Malcolm STEWART <malcstewa@gmail.com>; Jean-Noël Geist <jean-noel.geist@theshiftproject.org>

Cc : Pierre Bertrand <pierre.bertrand@theshiftproject.org>; Anne-Laure DELAYE <delayeal@gmail.com>;

pierre.trovero@gmail.com; maxime.gaudubois@gmail.com; Romain Grandjean <romain.grandjean@theshiftproject.org>;

CA_Shifters <theshifters-ca@theshiftproject.org>; Clémence Vorreux

<clemence.vorreux@theshiftproject.org>; Chloé Galiègue <chloe.galiegue@theshiftproject.org>

Objet : RE: [REU LANCEMENT le 8/2] réunion lancement GT "Suivi de la campagne présidentielle"

[Texte des messages précédents masqué]